

1er mai 2026- Belley- Collectif Palestine

Aujourd'hui, pour la 3ème année, le 1er mai pour les travailleurs Palestiniens, se passe sous agression israélienne. Il fut un temps, c'était une fête officielle, un jour chômé et payé, qui malgré tous les obstacles, mettait en lumière le rôle essentiel des travailleurs palestiniens dans le renforcement de l'économie nationale, et qui rendait hommage à leur lutte et à leur résilience.

C'était l'occasion de dénoncer les violations de l'occupation, le ciblage de leurs lieux de travail et de leurs installations agricoles, la confiscation de leurs terres et les agressions dont ils étaient déjà victimes, le harcèlement et les mauvais traitements subis aux points de contrôle militaires, le blocus illégal de Gaza et toutes les politiques discriminatoires et racistes menées par les autorités d'occupation.

C'était aussi un jour de revendications, pour l'adoption d'une loi du travail moderne, la mise en place d'un salaire minimum, d'une protection sociale complète, de meilleures conditions de travail, la sécurité et la santé au travail et l'égalité salariale.

Aujourd'hui, comment parler des droits des travailleurs quand Israël les assassine ou les emprisonne?

Avant le 7 oct 2023 à Gaza, l'espérance de vie était de 77 ans pour les femmes et 74 ans pour les hommes. En 2024, c'est 46 ans pour les femmes et 36 ans pour les hommes...

Rapidement, les élites intellectuelles, influentes ont été éliminées: des centaines d'écrivains, de poètes, de journalistes, de comédiens, de comédiennes, de musiciens, d'artistes plasticiens, d'universitaires, quelles que soient leurs couleurs politiques et religieuses. De même, les forces israéliennes ont tué plus de 1700 professionnels de santé et poursuivent à assassiner aujourd'hui des pompiers, des policiers, des secouristes et toujours des civils. Le personnel humanitaire n'est pas épargné, celui de l'OMS, de l'Unicef, de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNWRA), du Programme Alimentaire Mondial. En conséquence, ces organismes ont réduit leurs activités. Ceci ajouté à l'interdiction de 37 ONG humanitaires, la poursuite des bombardements et des tirs de toutes sortes, le blocus aggravé depuis le déclenchement de la guerre au Liban et en Iran, font que la situation se détériore encore à Gaza.

Les sites de déplacement sont surpeuplés. Les épidémies, l'eau insalubre, les terribles conditions sanitaires créent des conditions de vie de plus en plus dangereuses, en particulier pour les femmes, les filles et les nouveaux-nés.

Et que dire de la santé mentale? 96 pour cent des enfants sentent que la mort est imminente, 61 pour cent des adolescents souffrent de troubles de stress post-traumatique.

Selon le comité de l'ONU pour la Palestine, la bande de Gaza est passée d'une situation de sous-développement à celle d'une ruine totale. 100% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

En Cisjordanie, la situation empire: les restrictions de déplacement et de mouvement, les expulsions forcées, les déportations atteignent des niveaux jamais vus depuis des décennies. L'expansion accélérée des colonies, l'escalade de la violence des colons, les assassinats de plus en plus nombreux, les vols de terre et de bétails intensifient les besoins de la population qui n'a plus accès aux services, aux moyens de subsistance et aux droits fondamentaux.

Compte-tenu des violations manifestes par Israël, du droit international, du droit humanitaire et des droits de l'Enfant, de son occupation et de ses crimes au Liban, on aurait pu penser que la commission européenne déciderai enfin de suspendre son accord de coopération économique avec Israël, vu que son règlement stipule que cet accord dépend du respect des droits humains. Et bien non, malgré une pétition signée par plus de 1 millions de citoyens européens, la France ne le demande pas. L'Espagne, la Slovénie, l'Irlande et la Belgique étaient pour la suspension, malheureusement et sans surprise l'Allemagne refuse. Quel honte, comme l'est ce règlement soumis à un vote à l'unanimité.

La France se démarque de l'Italie, de l'Espagne et d'autres pays en n'accueillant pas comme elle l'avait décidé, des chercheurs, des professeurs, des scientifiques de Gaza qui pourtant tous ont un poste en France et un hébergement. Encore un double standard comparé aux facilités accordées aux ukrainiens ou aux américains par exemple.

La France s'est aussi distinguée avec la diffamation et le mensonge colporté par le ministre des affaires étrangères concernant Francesca Albanese, rapporteure spéciale des Nations Unies sur les territoires palestiniens occupés. En déformant ses propos, il l'a attaquée d'une façon qui démontre le peu de respect qu'il a envers l'ONU et le droit international. Notre gouvernement ne supporte pas les rapports de Francesca Albanese, sérieusement et factuellement documentés qui prouvent le génocide et toutes les violences (tortures, mauvais traitements, viols, exécutions extrajudiciaires, etc), appliqué par Israël au peuple palestinien. Elle démontre également toutes les complicités qui le permettent. Mais Jean-Noël Barrot et certainement notre gouvernement, fait partie de ce système trumpien, capitalo-médiatico politique qui inverse le sens des mots et les valeurs, et promeut des mensonges en guise de vérité. Dire "Génocide" était pour lui une faute morale alors même que la Cour Internationale de Justice énonçait ce risque et ordonnait des mesures aux États pour l'empêcher.

Aujourd'hui, ça suffit de l'impunité permanente d'un état suprémaciste et colonialiste et ça suffit de la complicité de notre pays avec cet état voyou. Pas de génocide en notre nom!

Alors, les amis, soutenons encore plus le peuple palestinien qui lutte pour sa survie, il y a urgence!

Rejoignez les événements, informez-vous, informez autour de vous, suivez les flottilles de la liberté, plus d'une cinquantaine de bateaux, de nouveau en route vers Gaza.

Merci